

honorent leurs engagements internationaux; mais nous nous inquiétons de certaines mesures prises à cet égard, y compris de la plupart des mesures dites de réciprocité. Je veux ici surtout parler de la tendance à rechercher un traitement réciproque sur une base sectorielle étroite. Une telle approche pourrait réduire sensiblement les niveaux d'échange et bouleverser un système commercial international qui a si bien servi nos deux pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Étant donné notre grande dépendance à l'égard du commerce extérieur, nous savons que nous avons beaucoup à perdre et peu à gagner de politiques à long terme qui nuisent au libre échange international des biens. Nous resterons ouverts aux observations et suggestions des hommes d'affaires américains concernant nos politiques nationales. Selon des conversations récentes avec des représentants de votre administration, il semble que les priorités de l'Administration américaine visant un système commercial libre et ouvert sont presque dans tous les cas similaires aux nôtres. Le Canada et les États-Unis ne partagent peut-être pas le même sentiment d'urgence sur chaque question, et ils ne s'entendent pas nécessairement sur l'approche à adopter. Mais nos objectifs sont essentiellement les mêmes, et notre soutien mutuel ainsi que notre dialogue permanent seront des facteurs importants de nos efforts pour maintenir le système commercial mondial.

J'ai récemment eu la possibilité, avec le Premier ministre et plusieurs collègues du Cabinet, de participer à une série de discussions tenues à Ottawa avec les administrateurs et les présidents de quelques-unes des sociétés américaines les plus importantes et les plus influentes. Lors de ces rencontres, un certain nombre de politiques canadiennes qui préoccupent les hommes d'affaires américains ont été ouvertement discutées et traitées. Notre politique de l'investissement étranger est la question qui a le plus retenu l'attention.

Les gouvernements canadiens qui se sont succédé ont toujours dû affronter le défi d'un renforcement du contrôle des Canadiens sur leur propre économie tout en s'efforçant d'améliorer la performance de l'industrie canadienne, y compris des entreprises sous contrôle étranger, sans décourager les mouvements de capitaux nécessaires à notre développement. Nous reconnaissons que les capitaux étrangers continueront d'avoir un rôle important et positif à jouer au Canada. C'est pourquoi nous continuerons à bien accueillir les investissements étrangers qui nous apportent des avantages importants. Mais puisque nous savons également que les investissements étrangers directs comportent des coûts tout autant que des avantages, nous devons maintenir notre capacité d'affronter ce genre de situation.